

DEPARTEMENT DE L'AIN – COMMUNE DE NANTUA

REF : CDV – N° 2023-38

THEME : FINANCES – SUBVENTIONS

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION DETR – ACHAT DE 4 DEFIBRILATEURS A
DESTINATION DU CAMPING, CLUB DE VOILE, L'HOTEL DE VILLE ET LA
MAISON DU LIEN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 5 JUIN 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 26 mai 2023, le Conseil municipal s'est réuni le lundi 5 juin 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR, Suzy CASSAR, Sylvie CHARDEYRON, Annie COLOMB, Denis COLLET, Radikah JUMMUN, Brigitte LIMODIN, Umus PERRONE, Eric TRINQUET,

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE

Nathalie TISSOT

Absents non excusés :

Mihrican AVCI

Nathalie ROMANET

Thomas GIRARD

Conformément à l'article L. 123-5 du Code de la construction et de l'habitation, les établissements recevant du public sont tenus de s'équiper d'un défibrillateur automatisé externe, visible et facile d'accès.

Monsieur le Maire rappelle que 6 défibrillateurs ont été installés en 2021, à l'hôtel de ville, au cinéma, dans les écoles et à la maison médicale extérieur pour l'ensemble du complexe.

Pour cette seconde phase, la commune de Nantua souhaite faire installer 4 défibrillateurs au camping, à l'hôtel de ville, au Club de voile ainsi qu'à la Maison du Lien.

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Dépenses		Recettes	
Équipements	Montant HT	Origine	Montant HT
Achat de 4 défibrillateurs	4 760 €	DETR	1 546 €
4 supports muraux	396 €	Autofinancement	3 610 €
TOTAL HT		TOTAL HT	5 156 €

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **APPROUVE** le plan de financement proposé ;
- **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part des 70 % qui ne sera pas subventionné
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à demander toutes les subventions correspondantes ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,



Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.